

Usagers : Demain quel service public pour vous ?

Vous venez aujourd'hui vers nous pour une démarche concernant vos impôts, vos taxes et redevances locales ou encore un problème lié aux dépenses publiques (cantines, loyers...).

Comme chaque jour vous vous déplacez toujours plus nombreux au guichet de votre centre des Finances Publiques pour recueillir des renseignements, des conseils.

Comme nous, vous êtes attachés à un service public de proximité. Mais vous devez savoir que les agents des finances publiques sont d'année en année moins nombreux pour vous accueillir, vous renseigner et vous délivrer les conseils que vous êtes légitimement en droit d'attendre d'un service public comme le nôtre. D'ores et déjà, vous subissez les conséquences concrètes de la politique de suppressions d'emplois et de repli du maillage territorial des services des Finances Publiques. En effet, votre temps d'attente augmente et vous devez parfois accomplir un trajet de plus en plus long pour parvenir jusqu'à un guichet. Maintenant, notre administration vous invite fortement à prendre rendez-vous ou encore à contacter des plates-formes téléphoniques ou à nous contacter par courrier électronique.

Le seul palliatif à la diminution des effectifs mis en place par la DGFIP (Direction Générale des Finances Publiques) consiste donc en une restriction de l'accès aux services.

Aucun autre service public n'a été aussi atteint avec 35 000 emplois supprimés à la DGFIP depuis 2002, soit un quart des effectifs, et la disparition dans les territoires de plusieurs centaines d'implantations. Demain, vous n'aurez plus le choix du canal par lequel vous entrerez en relation avec notre administration. Notre direction vous expliquera qu'il n'est plus nécessaire de venir nous voir, mais que vous pouvez tout faire par courrier électronique ou par téléphone, que vous devez obligatoirement déposer votre déclaration de revenu en ligne ou encore payer seulement de manière dématérialisée.

Le résultat de cette politique sera simple : un service public déshumanisé totalement inadapté aux personnes en difficulté ou dans une situation de précarité. Il en résultera, quand ce n'est pas déjà le cas, une inégalité d'accès aux services entre les usagers qui ont les moyens et les autres particulièrement en termes de traitement rapide des dossiers complexes.

Parce que les agents des Finances Publiques ont une autre idée de leur mission et qu'ils considèrent que le lien social abouti passe par un contact de proximité, ils sont aujourd'hui en lutte avec les organisations syndicales Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques et FO DGFIP pour obtenir des moyens supplémentaires afin d'accomplir leurs missions et de répondre à vos légitimes attentes en termes de services publics.

Dans tous ces services, le même vécu des agents : des conditions de travail de plus en plus à flux tendu, des remises en question perpétuelles des méthodes et organisations de travail, des contrôles de moins en moins poussés faute de moyens humains, une pression constante sur les rythmes de travail pour répondre aux besoins des contribuables, des sociétés ou des ordonnateurs. Partout le

même constat : des transferts charges /emplois en déficit, une érosion constante des effectifs. L'administration joue à fond la carte de la conscience professionnelle des agents et continue son massacre des emplois....

Partout, les mêmes questions et inquiétudes : pourquoi laisse-t-on la situation se dégrader et quel sera l'avenir du service ? Où et comment exercera-t-on nos missions ? Partout le même sentiment d'incompréhension et d'abandon de la part de la Direction. Partout la même absence de transparence et de communication sur les restructurations à venir, quand ce ne sont pas des informations contradictoires sur les déplacements ou fermetures de service programmés.

Le Centre des Finances Publiques(CFP) de Tarare accueille trois services qui au fil des années ont vu leurs effectifs se réduire.

Le Service des Impôts des particuliers (SIP) avaient plus d'une vingtaine d'agents chargés de la réception du public pour l'impôt sur le revenu, la taxe d'habitation, la taxe foncière et autres types d'impôts, aujourd'hui seulement 15 agents sont présents sur le site pour réponse aux même questions et mais avec un volume croissant de demandes alors que la Direction Générale des Finances Publiques a décidé de réduire d'un jour pendant 36 semaines l'ouverture du site à l'accueil du public.

D'autre part, nous ne pouvons que vous rappelez la **fermeture en 12 mois de 3 trésoreries** (Le Bois d'Oingt, Lamure sur Azergues, Amplepuis) soit la moitié du nombre de trésoreries existantes dans le ressort de la résidence administrative de Tarare.

Aujourd'hui les personnes ayant des questions ou souhaitant résoudre leurs problèmes de paiement doivent se rendre des zones de Lamure, du Bois d'oint, d'Amplepuis au CFP de Tarare.

Mais demain qu'en sera-t-il ?

Le Service des Impôts des Entreprises (SIE) avait ,en 2003, 22 agents, aujourd'hui 12 agents, les entreprises ont subi une dématérialisation obligatoire de toutes leurs démarches professionnelles reportant le coût humain et financier de l'État sur leurs entreprises.

Sur la dématérialisation, les agents sont loin de partager le satisfecit de la direction générale quand à « l'allègement des tâches » et au « meilleur service public » que constituerait le « tout numérique

Le service public local (SPL ou trésorerie) : si la fusion des deux administrations Impôts/Trésor a permis de regrouper l'assiette et le paiement en un seul lieu et a ainsi facilité l'accueil du public parallèlement la perte de 4 emplois ne permet pas faciliter les échanges avec les ordonnateurs et le soutien à leur apporter.

Le jeudi 8 juin le CFP de Tarare sera en grève avec un fort taux de participants car aujourd'hui la direction régionale Auvergne Rhone Alpes et du département du Rhône souhaite nous imposer une carte géographique de résidence administrative fusionnée avec celle de Villefranche.

Cette nouvelle résidence appelée RAN Nord représenterait la moitié du département et surtout ouvrirait les portes à des restructurations importantes de services, à des fusions voir à des disparitions de services publics dans l'ouest Rhodanien, ce contre quoi les agents des finances publiques de tarare sont totalement opposés.